

# **Analyse de la compétitivité des filières avicoles européennes, perspectives et enjeux**

*Pascale Magdelaine, Directrice du Service Economie de l'ITAVI,  
7 rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris*

## **Introduction**

La croissance soutenue de la demande mondiale de viande de volailles, et celle, plus modeste, d'œufs de consommation, s'est accompagnée sur les dernières décennies d'un fort développement du commerce mondial et d'une intensification de la concurrence internationale dans un contexte de libéralisation des échanges. D'ici 2020, la viande de volailles sera la première viande consommée dans le monde et sur les dix prochaines années, la demande mondiale et les échanges internationaux de volaille sont attendus à nouveau en croissance.

Cependant, dans ce contexte international très dynamique, la filière européenne volailles de chair, affiche une croissance plus faible et une baisse de sa part de marché dans le commerce international. Le solde de ses échanges avec le reste du Monde demeure positif en volume mais affiche un déficit en valeur. La filière œuf demeure pour l'instant relativement protégée des importations de provenance de pays - tiers.

Après un rappel sur le marché international des volailles et des œufs, cette synthèse fournira des éléments sur la compétitivité des deux filières européennes et son évolution récente, puis elle analysera les perspectives d'avenir pour les deux filières en intégrant les enjeux de l'accord transatlantique en cours de négociation.

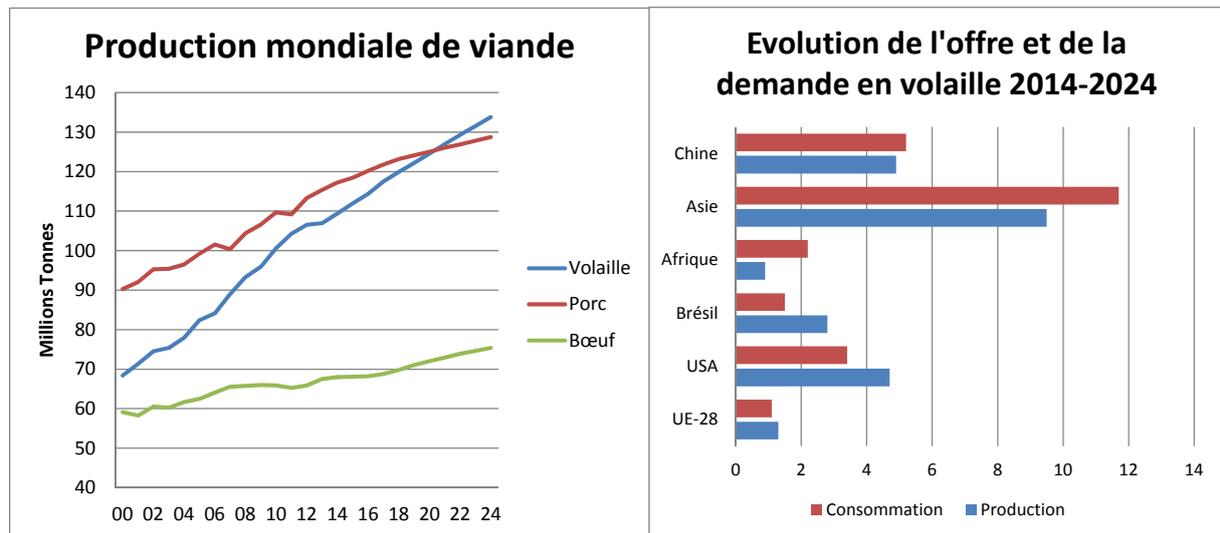
## **I. Repères sur le marché international des volailles de chair et des œufs de consommation**

**En 2014, la production mondiale de viande de volailles est estimée à 110,5 MT.** Selon les perspectives agricoles de la FAO et de l'OCDE, elle devrait augmenter de 24 MT entre 2014 et 2024 (soit + 22% en dix ans). Ainsi, le secteur avicole devrait être, à lui seul, à l'origine de près de la moitié de la croissance attendue de l'offre mondiale de viandes. La volaille deviendrait alors, d'ici 2020, la première viande produite et consommée dans le monde

Cette croissance de la consommation nettement supérieure à celle des autres viandes résulte des atouts de la volaille: un prix compétitif du fait des performances zootechniques obtenus dans cette filière ; une bonne qualité nutritionnelle; l'absence d'interdits religieux ; enfin, la production étant moins directement liée au sol que pour d'autres productions, il est plus facile de la développer à proximité des zones urbaines en forte croissance démographique.

La croissance de la consommation de viande de volailles devrait résulter surtout des pays en développement (74% de la hausse totale prévue entre 2014 et 2024). Ces mêmes pays verront leur offre croître également et assureront 67% de la hausse de l'offre mondiale. Cependant, en Asie et en Afrique, l'offre locale ne permettra pas de répondre à la croissance de la demande et ces deux continents devraient augmenter leurs importations.

Figure 1 Evolution de l'offre et de la demande de volailles à horizon 2024



Itavi d'après Perspectives FAO OCDE Juillet 2015

Sur les vingt dernières années, les échanges internationaux de volaille distancent largement les autres viandes et notamment les exportations de viande de porc qui ont nettement décroché pour des raisons sanitaires. Ils atteignent 13 MT en 2014 soit environ 12% de la production mondiale. Cependant, on assiste depuis trois ans à un ralentissement des échanges, dû au développement des productions des pays habituellement importateurs. Les exportations de viandes de volailles sont géographiquement assez concentrées puisque 90% des volumes résultent de seulement sept pays. Elles devraient encore augmenter de 3,8 MT d'ici 2024 pour atteindre 16,8 MT en 2024 (hors commerce intra-UE). Troisième pays producteur de viande de volailles au monde derrière les Etats-Unis et la Chine, le Brésil est le premier exportateur. La croissance de la production domestique s'est d'abord appuyée sur un marché intérieur en fort développement, puis sur la mise en œuvre de stratégies de développement des marchés d'exportation, fondées sur une compétitivité par les coûts et une forte diversification des couples produits-marchés. Avec 3,7 MT exportées en 2014, les Etats-Unis occupent la deuxième position, mais sont plus loin derrière en terme de valeur générée car les produits commercialisés ont une valeur unitaire plus faible. Avec 0,7 MT d'exportations, la Thaïlande se place derrière l'UE-28, mais devant la Chine, l'Argentine et le Canada. Elle se positionne surtout sur les pays européens et le Japon en y exportant des découpes désossées ainsi que des plats préparés.

Les principaux importateurs mondiaux sont la zone Proche et Moyen-Orient, les pays d'Afrique du Nord, la Chine, le Japon, le Mexique, l'UE et la Russie. Près de 80% des importations de viande de volailles résultent des pays en développement.

A horizon 2024, le Brésil et les Etats-Unis devraient conforter leur domination dans le commerce international de volailles, avec une augmentation de leurs exportations de 1,3 MT chacun.

Pour l'UE, les évolutions de production récentes et prévues pour les dix prochaines années sont plus modestes. En 2014, selon la Commission européenne, la production européenne de volailles s'est établie à 13.3 MT. La croissance de la production européenne (+ 1.9 % par an sur la dernière décennie est portée par certains gros pays producteurs de volailles, comme l'Allemagne, la Pologne et les Pays-Bas. Avec un peu moins de 7% de la population mondiale, l'UE devrait contribuer, à horizon 2024, pour 10,7% à la production mondiale de viandes de volailles et pour 10,2% à la consommation. Ce poids de l'UE dans le total mondial s'inscrit à la baisse puisqu'il était de, respectivement, 15,4% et 14,6% en 2000.

L'Union européenne est excédentaire en 2014 en volume en exportant 1,27 MT (poids produit) de viandes et préparations de volailles contre un volume importé de 759 000 T (poids produit), soit un excédent de 506 000 T. En valeur, l'UE est déficitaire (- 586 M€ en 2014), car la valeur moyenne des produits importés par l'UE est bien supérieure à celle de ses exportations. A horizon 2024, les échanges extra-communautaires devraient rester positifs en volume, mais probablement déficitaires en valeur.

**Selon les estimations de la FAO, la production d'œufs de poules** dans le Monde a atteint 68,2 MT en 2013. Sur la dernière décennie, cette production affiche une croissance annuelle moyenne de 2 %, soit un ralentissement par rapport à la décennie précédente (+ 4 %/an). La Chine, premier producteur mondial (24,7 MT), représente à elle seule 36 % de la production mondiale en 2013, suivie de l'Union européenne à 27 (6,2 MT), des Etats-Unis (5,6 MT), de l'Inde (3,8 MT) et du Japon (2,5 MT).

En volume, les échanges mondiaux d'œufs coquille (commerce intra UE inclus) s'élèvent à 1,8 MT en 2014. Les échanges internationaux d'ovoproduits s'élèvent à environ 927 500 tonnes équivalent œufs coquille (dont un peu plus de 50 % d'ovoproduits séchés) soit un total œufs et ovoproduits de 2,7 MT équivalent œufs coquille représentant moins de 4 % de la production mondiale. L'Union Européenne est le 1er exportateur mondial d'œufs et d'ovoproduits (288 M€), suivie par les Etats-Unis (241 M€ en 2014), et de la Chine (110 M€) en 2014.

D'après la Commission Européenne, la production d'œufs de l'UE-28 atteindrait 6,56 MT, en 2014, soit 107,6 milliards d'œufs. L'évolution moyenne annuelle de la production européenne depuis 10 ans affiche un léger repli de 0,8 %. Depuis une quinzaine d'années, les systèmes de production d'œufs de consommation ont fortement évolué en Europe, sous la double impulsion des évolutions des attentes des consommateurs et des citoyens d'une

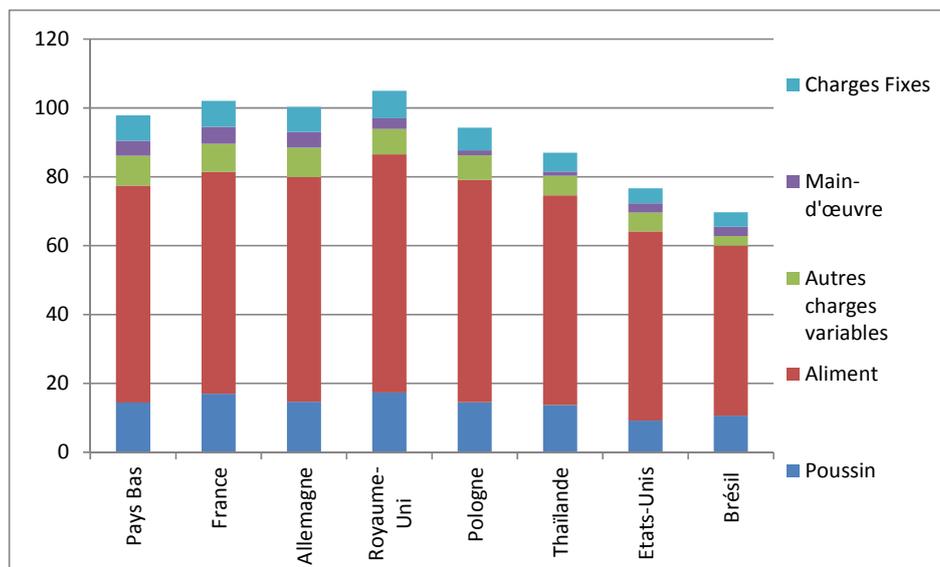
part, et des évolutions réglementaires d'autre part, avec la mise en œuvre de la Directive CE 99/74 concernant la protection des poules pondeuses. Selon la Commission européenne, 44 % des poules européennes étaient élevées dans des systèmes alternatifs à la cage en 2014 contre 35 % en 2010, et seulement 8 % en 1996. Les systèmes alternatifs à la cage sont constitués par les systèmes d'élevage au sol ou en volières en claustration (œufs de code 2), les systèmes plein-air (code 1) ou biologique (code 0).

## II. La compétitivité des filières européennes

### Poulet de chair

Les coûts de production du poulet vif dans l'Union européenne sont significativement plus élevés que ceux enregistrés par ses principaux concurrents (Brésil, Thaïlande et Etats-Unis).

Figure 2 : Analyse comparée des coûts de production du poulet en élevage (en €/kg vif)



*Itavi d'après Peter Van Horne LEI 2015*

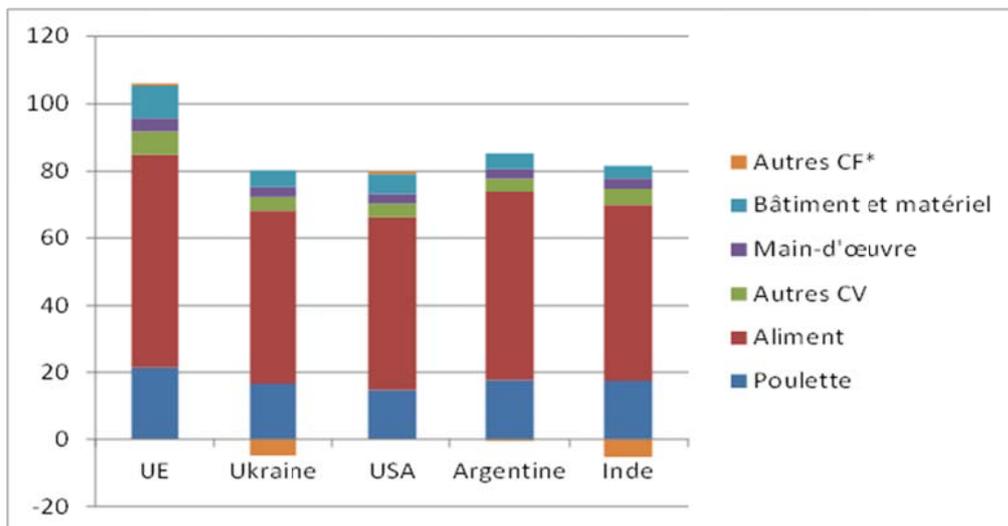
Le surcoût actuel de production entre l'UE et le Brésil est estimé à environ 45% en 2013 et à 32 % avec les Etats-Unis. Les principaux avantages compétitifs de ces deux pays demeurent des coûts d'intrants plus faibles (aliment, poussin), de bonnes performances techniques, un plus faible coût de la main-d'œuvre et, enfin, un cadre réglementaire moins contraignant, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement et certaines normes sanitaires. L'écart de coût entre l'UE et le Brésil est cependant en réduction sur la dernière décennie, en relation avec une convergence des prix des céréales, une augmentation du coût de la main-d'œuvre brésilienne et un durcissement du cadre réglementaire. Ce différentiel de compétitivité se creuse par ailleurs au stade abattage-transformation, en lien avec le faible coût de la main-d'œuvre. Selon Peter Van Horne, le coût d'abattage se situait, en 2013, à environ 170€/tonne au Brésil contre 290 €/T en Europe et 250 €/T aux Etats-Unis.

## Œufs de consommation

Selon l'IEC (International Egg Commission), l'Inde, l'Argentine, le Brésil, les Etats-Unis et l'Ukraine affichent les coûts de production les plus bas (inférieurs de 25 à 30 % inférieurs aux coûts européens), essentiellement en raison de coût d'approvisionnement en matières premières et de coût de main-d'œuvre plus faibles, mais également en relation avec l'absence de réglementation contraignante sur le bien-être animal.

En effet, avec la Directive CE 99/74, l'Union européenne dispose des normes parmi les plus strictes au monde en matière de bien-être animal, ce qui accentue les différentiels de coûts de production avec ses principaux compétiteurs. Selon Peter van Horne (LEI), le surcoût de production lié à la Directive CE 99/74 (cage aménagée versus cage non aménagée) est estimé à 5-7% et le surcoût d'un œuf produit en grandes volières (code 2) est de 12 à 15% par rapport à la cage aménagée.

Figure 3 : Analyse comparée des coûts de production de l'œuf (sorti élevage) en €/



*Itavi d'après Peter Van Horne LEI 2015*

### III. Quels enjeux pour les filières avicoles autour du traité de libre-échange entre UE et Etats-Unis ?

Avec une production de plus de 20 MT produites en 2014, les États-Unis sont le premier producteur mondial de **volailles de chair** et le deuxième exportateur juste derrière le Brésil. En 2014, la production de volailles a atteint plus de 20 MT soit 12 % de plus qu'en 2004. Les exportations des USA atteignent presque 4 MT soit 20 % de la production nationale; les principaux acheteurs sont le Mexique, le Canada et la Russie (avant l'embargo). Les exportations américaines ont augmenté de 55 % sur la dernière décennie.

La filière volaille de chair aux États-Unis, très intégrée verticalement, dispose d'outils de production compétitifs et d'une organisation permettant de produire de gros volumes

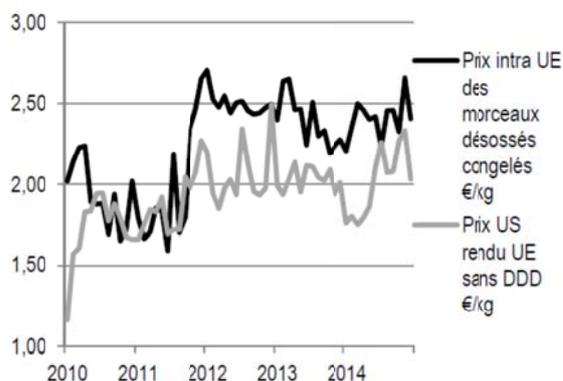
principalement destinés au marché intérieur. Un Américain consomme en moyenne 45 kg de volailles par an, contre 27 kg par an pour un Européen. Cependant, la consommation de volailles aux Etats-Unis semble plafonner.

En 2014, les États-Unis ont exporté 3,7 MT de volailles (deuxième exportateur après le Brésil) dont 97 % de viandes et 3 % de préparations. Le principal marché est le Mexique (825 000 tonnes de volailles exportées en 2014 pour une valeur de 1,12 milliard de dollars (Viande Séparée Mécaniquement principalement). Le Canada est un marché qui valorise davantage les produits étatsuniens puisque les États-Unis y ont expédié seulement 180 000 t en 2013 pour une valeur de 555 millions de dollars. Enfin la Russie a importé près de 345 000 t de volailles en 2013 pour une valeur de 380 millions de dollars. Ce pays constituait ainsi le deuxième marché des États-Unis en volume, avant de mettre en place en 2014 un embargo sur les produits américains et européens en réponse aux sanctions suivant la crise ukrainienne. Les marchés d'exportations des USA sont surtout des marchés complémentaires permettant d'écouler et valoriser certains produits qui ne peuvent l'être sur le marché national, comme les pattes de poulet. A l'avenir, les entreprises étatsuniennes semblent plus intéressées par le marché asiatique que par le marché européen jugé très contraignant, mature et déjà occupé par des opérateurs bien installés.

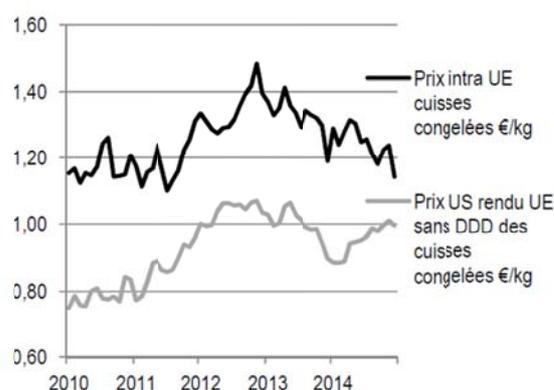
Les échanges potentiels entre Union européenne et USA dépendront du contenu final de l'accord de libre-échange en cours de négociation. De nombreux points sont, à ce titre, sujets à controverse. C'est le cas des barrières non-tarifaires mises en place par l'UE, lourdement critiquées par les États-Unis comme principal obstacle aux échanges. Dans la filière avicole, la décontamination chimique des carcasses de volailles est interdite par l'Union européenne. Ainsi, cette pratique étant généralisée aux États-Unis, il n'y a pas de courant d'exportations de volailles en provenance des États-Unis vers l'Union européenne. Les États-Unis sont donc très offensifs à ce sujet, d'autant qu'à l'usage du chlore se substitue de plus en plus celui de l'acide péracétique sur lequel l'EFSA a par ailleurs rendu un avis positif récemment.

En production de poulet de chair, on assiste à un glissement de la consommation des filets vers les ailes, qui aboutit à une baisse du prix du filet. Ce produit étant fortement demandé par les transformateurs européens, un accroissement des disponibilités aux États-Unis pourrait générer un flux de filet congelé vers l'Union, en complément ou en remplacement des produits brésiliens, dans un contexte de bonne compétitivité du prix américain rendu UE, si les droits de douanes étaient levés. Les cuisses de poulet sont également très compétitives en termes de prix, mais la demande européenne est faible et les flux dépendront de la façon dont les États-Unis réagissent à la perte du marché russe pour ce produit.

Figure 4 : Comparaison des prix des produits US rendus UE et des prix intra UE (morceaux désossés et cuisses congelées)



Source : traitement ITAVI, d'après USDA, Eurostat



Source : traitement ITAVI, d'après USDA, Eurostat

La production étatsunienne **d'œufs de consommation** dépasse 85 milliards d'œufs (5,2 MT), ce qui fait du pays le troisième producteur mondial après la Chine et l'Union européenne. Elle connaît une croissance moyenne annuelle de 1,4 % par an depuis 1989, portée principalement par l'augmentation de la consommation par habitant et l'augmentation de la population américaine, mais aussi par la progression des exportations.

Le bien-être animal est une exigence de plus en plus affirmée par les enseignes de distribution, les chaînes de restauration rapide et les entreprises agro-alimentaires, qui subissent la pression d'ONG efficaces, alors qu'aucune loi fédérale encadrant le bien-être des poules pondeuses n'est en vigueur, et seuls quelques Etats ont banni la cage standard, qui reste pour l'heure le mode de logement le plus utilisé (pour plus de 90 % du cheptel). La forte concentration et l'intégration verticale de la filière permettent à la fois de réduire les coûts de production et d'être réactif face aux évolutions du marché : les entreprises se disent prêtes à négocier le virage du bien-être animal à partir du moment où leurs clients seront prêts à les accompagner.

Les flux d'œufs et d'ovoproduits des États-Unis vers l'Union européenne existent déjà : ils concernent des produits compétitifs en termes de prix (poudre d'œuf entier) ou très demandés par les opérateurs européens (jaune séché). Si le marché européen des œufs coquilles semble relativement protégé des importations en provenance des États-Unis, le secteur européen des ovoproduits pourrait subir à l'avenir une concurrence accrue en Europe si l'excédent en jaune d'œufs aux États-Unis s'accroît et que les barrières tarifaires sont revues à la baisse. En contrepartie, une facilitation de l'agrément d'entreprises européennes pour l'export vers les États-Unis représenterait une opportunité importante compte tenu de la demande en blancs d'œufs de ce pays. Enfin, la signature récente de l'accord de libre-échange trans-Pacifique, risque de donner un avantage commercial majeur aux États-Unis sur le marché très rémunérateur du Japon, actuellement en partie approvisionné par des entreprises de l'Union européenne.

Au premier semestre 2015, l'épizootie d'influenza aviaire qui a touché les Etats-Unis a fortement perturbé la filière « Œuf » étatsunienne : celle-ci a en effet perdu 40 millions de poules pondeuses, soit 13 % du cheptel total, tout en induisant une hausse spectaculaire des prix des œufs et ovoproduits en raison de la pénurie générée.

## **Conclusion perspectives et enjeux pour l'aviculture européenne**

Sur les dix prochaines années, la demande mondiale et les échanges internationaux de volailles de chair sont attendus à nouveau en croissance. Les principales opportunités pour la filière volaille de chair européenne résident dans ce contexte international favorable. Cependant, des écarts de compétitivité entre l'UE et ses principaux compétiteurs subsistent. Certains facteurs pourront favoriser un regain de compétitivité de l'industrie européenne sur le marché mondial, comme la convergence des prix de l'aliment et du coût du travail entre l'UE et le reste du monde; d'autres facteurs comme l'évolution des parités monétaires et l'issue des différents accords de libre-échange en négociation, sont plus incertains.

Sur le marché européen, la concurrence devrait rester forte, avec une volatilité importante du prix des matières premières et un pouvoir d'achat des consommateurs stagnant. Une consolidation de l'industrie européenne autour de quelques leaders transnationaux pourrait favoriser, d'une part la compétitivité de l'industrie via des économies d'échelle, d'autre part un rééquilibrage du pouvoir de marché de l'industrie face à ses clients (notamment grande distribution).

Pour le secteur des œufs et des ovoproduits, le handicap de compétitivité européen résultant à la fois de coûts d'intrants plus élevés et de contraintes réglementaires plus fortes n'est peut-être pas rédhibitoire, compte tenu de la spécificité de la demande européenne (en œufs coquille mais aussi de plus en plus en ovoproduits) laissant une large part à des modes de production alternatifs à la cage.

Les œufs et la viande de volailles bénéficient ainsi de deux atouts majeurs : ces deux produits se classent parmi les protéines les moins chères, argument important en période de difficultés économiques, et ils affichent des arguments nutritionnels qui seront de plus en plus déterminants dans les choix des consommateurs. La principale menace pourrait venir d'une dégradation de l'acceptabilité de l'élevage « industriel » et de la montée du véganisme, végétarisme ou flexitarisme, favorisé par des innovations permettant le développement de produits de substitution, et induisant une diminution marquée de la consommation sur le long terme.

## **Références bibliographiques**

Chatellier V, Magdelaine P et Tregaro Y, 2015, La compétitivité de la filière avicole française entre doutes et espoir, INRA productions animales, à paraître.

Institut de l'Élevage, IFIP, IFIP, septembre 2015. Les filières animales aux États-Unis dans la perspective d'un accord de libre-échange Dynamiques à l'œuvre, règles de production et risques commerciaux pour l'UE; rapport de synthèse ; 76 p.

Magdelaine P., 2013. Analyse comparée des facteurs de compétitivité de l'industrie avicole chair en France, en Europe et au Brésil. 10èmes Journées de la Recherche Avicole, la Rochelle, 9 p.

Magdelaine P., Riffard C, 2015, Situations et perspectives pour la filière française des œufs et ovoproduits 11èmes Journées de la Recherche Avicole, 25 et 26 mars 2015, Tours.

OCDE-FAO, 2015. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015-2024. Rapport, 358p.

Van Horne P, 2015, Competitiveness of the EU egg sector. International comparison base year 2013 ; 44 p

Van Horne P, 2015, Competitiveness of the EU poultry sector. International comparison base year 2013 ; 46 p